



Au service
des peuples
et des nations

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL
01/01/2020 – 29/02/2020

Titre du projet :	Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Articulation avec les objectifs de développement durable (ODDs) :	ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
Effet et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 :	<i>Produit 1.2.3 : Les institutions et les systèmes sont en capacité de sensibiliser, prévenir et mettre en vigueur des mesures anti-corruption pour maximiser la disponibilité des ressources pour l'éradication de la pauvreté</i>
Effet et produits attendus du programme pays 2015-2019 :	<i>Effet de l'UNDAF 2 : D'ici à 2019, l'État adopte une nouvelle organisation territoriale décentralisée répondant aux aspirations des Tunisiens à un modèle de gouvernance démocratique basé sur la participation citoyenne et la redevabilité</i>
Effets attendus du projet :	<p>Produit 1 : Les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans l'implémentation de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption</p> <p>Produit 2 : Le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption est défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale.</p> <p>Produit 3 : Les mécanismes de redevabilité des forces intérieures de sécurité sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p> <p>Produit 4 : Les mécanismes de redevabilité des municipalités sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p> <p>Produit 5 : Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p> <p>Produit 6 : Les mécanismes de redevabilité du secteur de la Santé sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens .</p>
Partenaires d'exécution :	<p>Les principaux partenaires du projet sont:</p> <ul style="list-style-type: none">► l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (INLUCC)► Le Ministère chargé de la Gouvernance► Santé (Ministère de la Santé, Ministère des Affaires Sociales)► Municipalités (Ministère des Affaires Locales, DGCL)► Douanes (Direction Générale des Douanes)► Sécurité (Ministère de l'Intérieur)
Parties responsables :	Programme des Nations Unies pour le Développement (DIM)

Brève Description

Le Présent Plan Travail couvre deux mois d'extension accordés au projet afin de finaliser les dernières interventions du projet avant sa clôture opérationnelle. Il est articulé autour des résultats suivants :

- (i) *Les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption : Un appui sera accordé à l'INLUCC pour (1) le renforcement des capacités techniques en matière d'évaluation de risques sectoriels de corruption, (2) la documentation et capitalisation autour de l'expérience des ilots, et (3) l'étude de la perception de la corruption et l'évaluation de impact de l'intervention du projet selon une approche généraliste, sectorielle et genre. Enfin, le projet s'attachera à concevoir une plateforme de coordination autour de la SNBGLLC.*
- (ii) *Les mécanismes de redevabilité des municipalités sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens : Le projet finalisera la mise en œuvre du plan d'action intégrité municipaux à travers les outils identifiés et de renforcer les capacités et de disséminer l'approche et les mécanismes auprès des élu.e.s et agents municipaux pour pérenniser l'intervention et son appropriation.*
- (iii) *Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens : Cela se fera par la finalisation de l'action prévue dans le plan d'action de la DRD, la gestion des produits de connaissance (guide méthodologique), la dissémination de la méthodologie et le renforcement des capacités des agents douaniers et l'évaluation de l'impact du projet.*
- (i) *Les mécanismes de redevabilité du secteur de la Santé sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens : Cela se fera enfin par l'implémentation des actions restantes des plans d'actions, la gestion des produits de connaissances (guide méthodologique) et l'évaluation de l'impact du projet.*

Période couverte par le projet : Juillet 2016 à
Février 2020
Composante du Programme : Gouvernance
Titre de l'intervention : Renforcement de la
Gouvernance démocratique et de la redevabilité
publique en Tunisie

N° Award : 00096800
N° Projet : 00100707
Durée : 3 ans et 8 mois

Budget total estimé : 3 338 626 USD

Dont :

- **Ressources allouées KOICA:** 2 219 438 USD
- **Ressources allouées PNUD** (fonds UNDP, UNDP Seoul
Policy Center): 516 093 USD
- **Ressources allouées Pays Bas :** 120 000 USD

Budget total 2020 : 243 997 USD

Dont :

- **KOICA** (y compris GMS et DPC) : 150 093 USD
- **Pays Bas :** 38 183 USD
- **UNDP** (y compris 7% de GMS): 55 721 USD

Le Président de l'Instance Nationale
de Lutte contre la Corruption

Approuvé (INLUCC) : 

Approuvé Deputy Resident Representative :  R.R

Sommaire des résultats programmatiques, des indicateurs et des cibles annuelles afférentes qui serviront de référence pour le rapportage :

Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Données de référence à fin 2019	Cibles 2020(cumulatives)
	<p>ODD16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes »</p> <p>CPAP 2015-2020 :</p> <p>1.1 Existence d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance validée par le comité de pilotage.</p> <p>2.1. Existence d'un cadre juridique régissant l'instance constitutionnelle de lutte contre la corruption.</p> <p>3.1. Nombre de plans sectoriels de lutte contre la corruption.</p>	<p>CPAP 2015-2020 :</p> <p>1.1 La stratégie nationale de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance est finalisée, validée par le comité de pilotage , et charte signée par le chef du gouvernement.</p> <p>2.1. Loi relative à l'instance constitutionnelle de lutte contre la corruption finalisée et promulguée.</p> <p>3.1. 0 (Absence de plans sectoriels de lutte contre la corruption).</p>	<p>16.5 (Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes)</p> <p>16.6 (Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux)</p> <p>CPAP 2015-2020 :</p> <p>2.1.1 L'instance constitutionnelle de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption est mise en place</p> <p>3.1. Trois (3) plans sectoriels de lutte contre la corruption développés.</p>
<p>Output 1 : Les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans l'implémentation de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption</p>	<p>Projet :</p> <p>1.1 Nombre d'outils organisationnels développés et mis en place au profit de l'INLUCC.</p> <p>1.2 Nombre d'institutions et de cadres disposant de compétences et d'outils pour analyser les risques de corruption.</p>	<p>Projet :</p> <p>1.1 : 15</p> <p>1.2 : 53</p>	<p>Projet :</p> <p>1.1 : 15</p> <p>1.2 : 83</p>

	<p>1.3 Nombre d'analyses et d'études de faisabilité engagées pour des structures de recherche et d'action locales affiliées à l'INLUCC</p>	<p>1.3: 4</p>	<p>1.3: 6</p>
<p>Output 2 : Le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption est défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale</p>	<p>2.1 : Nombre de projets de textes d'application des lois sur la lutte contre la corruption élaborés et transmis au Gouvernement.</p> <p>2.2 Nombre de recommandations dégagées du mécanisme d'apprentissage par les pairs et des résultats de la consultation.</p> <p>2.3 Nombre d'organisations et d'institutions associées aux consultations et aux ateliers de dissémination en rapport avec le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption.</p> <p>2.4 Nombre d'institutions et de cadres bénéficiant de visites d'études.</p> <p>2.5 Taux de prise en compte des recommandations dégagées lors des mécanismes de dialogue et de concertation pour la finalisation du cadre légal et institutionnel.</p>	<p>2.1 : 7</p> <p>2.2 : 60</p> <p>2.3 : 99</p> <p>2.4 : 9</p> <p>2.5 65%</p>	<p>2.1 : 7</p> <p>2.2 : 60</p> <p>2.3 : 99</p> <p>2.4 : 9</p> <p>2.5 65%</p>

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Plan de travail annuel 2020-

<p>Output 3 : Les mécanismes de redevabilité des forces intérieures de sécurité sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p>	<p>3.1. Nombre d'agents des forces de sécurité intérieure disposant de connaissances relatives à la mise en œuvre du code de conduite des FSI.</p> <p>3.2 %de conformité des sites pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.</p> <p>3.3 % de citoyens dans les zones pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent FSI.</p> <p>3.3 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent des forces de sécurité intérieure au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.</p> <p>3.4. Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les postes de police pilotes</p>	<p>3.1 : 405</p> <p>3.2 : ND</p> <p>3.3: ND</p> <p>3.4: ND</p> <p>3.4 : 0%</p>	<p>3.1 : 405</p> <p>3.2 : ND</p> <p>3.3 : ND</p> <p>3.4: ND</p> <p>3.5: 0%</p>
<p>Output 4 : Les mécanismes de redevabilité des secteurs sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p>	<p>4.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent municipal au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.</p>	<p>4.1 : 9,4%</p>	<p>4.1 : -5%</p>

	<p>4.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les municipalités pilotes.</p> <p>4.3 % de conformité des municipalités pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.</p> <p>4.4 % de citoyens dans les localités pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent municipal.</p>	<p>4.2 : 25%</p> <p>4.3 : ND</p> <p>4.4 : 29,4%</p>	<p>4.2 : 35%</p> <p>4.3 : ND</p> <p>4.4 : +10%</p>
<p>Produit 5 : Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens</p>	<p>5.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent des douanes au cours des 12 derniers mois.</p> <p>5.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les centres douaniers pilotes.</p> <p>5.3 % de conformité des sites douaniers pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.</p> <p>5.4 % d'usagers des sites douaniers pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent des douanes.</p>	<p>5.1 : ND</p> <p>5.2 : 30%</p> <p>5.3: ND</p> <p>5.4: ND</p>	<p>5.1 : 18%</p> <p>5.2 : 35%</p> <p>5.3: ND</p> <p>5.4: +5%</p>

<p>Output 6 : Les mécanismes de redevabilité du secteur de la Santé sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.</p>	<p>6.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent de la santé au cours des 12 derniers mois</p>	<p>6.1 : ND</p>	<p>6.1 : -5%</p>
	<p>6.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les hôpitaux pilotes.</p>	<p>6.2 : 32%</p>	<p>6.2 : 40%</p>
	<p>6.3 % de conformité des hôpitaux pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.</p>	<p>6.3 : ND</p>	<p>6.3: NA</p>
	<p>6.4 % d'usagers des hôpitaux pilotes retenus qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent des hôpitaux identifiés.</p>	<p>6.4:ND</p>	<p>6.4: +5%</p>

EXPECTED OUTPUTS	Planned Activities (as per Atlas AWP)	Action	Quarter				RESPONSIBLE PARTY	BUDGET				
			1	2	3	4		Fund Code	Donor	Account Code	Budget Description	Amount USD

Output 1 : Les capacités, l'efficience et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre de d'exercer efficacement ses compétences dans l'implémentation de la stratégie nationale Anti-Corruption

Indicateurs	1.1 Renforcer les capacités de l'INLUCC en matière d'identification des risques de corruption et des défis	1.1.4 Suivre la mise en œuvre des méthodologies, approches et outils disséminés au niveau des pilotes identifiés (Police, douanes, municipalités, santé)											
1.1 Nombre d'outils organisationnels développés et mis en place au profit de l'INLUCC.									00182	72100	Service Contract Company		6 810
1.2 Nombre d'institutions et de cadres disposant de compétences et d'outils pour analyser les risques de corruption.			X				8 075	UNDP 30000	10712	75700	Training Workshpos and Conf		900
1.3 Nombre d'analyses et d'études de faisabilité engagées pour des structures									10712	71300	Consultant National		365
										72100	Service Contract Company		8 910
										71600	Travel		445
			X				10 094	UNDP 30000	10712	72500	Impression		211
										71300	Consultant National		528

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Plan de travail annuel 2020-

de recherche et d'action locales affiliées à l'INLUCC Base line 2019 1.1 : 15 1.2 : 53 1.3 : 4 Target 2020 1.1 : 15 1.2 : 83 1.3 : 6	1.2.2	Documenter l'expérience des ilots en vue de sa généralisation	X				14 466	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	5 458
	1.2.3	Opérationnaliser le CEFICC	X			3 364	UNDP	30000	10712	75700	Training Workshpos and Conf	5 070	
	1.4 Fournir l'assistance stratégique, technique et opérationnelle : piloter, évaluer et documenter les outputs et les activités	1.4.1 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière logistique	X			16 723	UNDP	30000	00182	71400	Experts Nationaux_Staff	15 098	
		1.4.2 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière de communication	X			2 802	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	720	
		1.4.3 Réaliser l'évaluation finale du projet	X			7 443	UNDP	30000	00182	71600	Charges de fonctionnement	906	
									75700	Training Workshpos and Conf	1 996		
	Total Output 1	Sub-Total Koica								00182	71300	Consultant National	5 000
		Sub-Total Pays Bas											33 825 USD
		DPC											29 143 USD
		GMS											3 148 USD
		Total Output 1											5 289 USD
													71 406 USD

Output 2 : Le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption est défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale										
Output 2 : Le cadre institutionnel de la lutte contre la corruption est défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale	2.3 Fournir l'assistance stratégique, technique et opérationnelle : piloter, évaluer et documenter les outputs et les activités	2.3.1 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière logistique	X	1 625	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	720
							00182	72300	Charges de fonctionnement	906
Indicateurs 2.1 : Nombre de projets de textes d'application des lois sur la lutte contre la corruption élaborés et transmis au Gouvernement.	2.2 Nombre de recommandations dérogées du mécanisme d'apprentissage par	2.3.2 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière de communication	X	1 079	UNDP	30000	10712	71500	UNV	273

<p>les pairs et des résultats de la consultation. 2.3 Nombre d'organisations et d'institutions associées aux consultations et aux ateliers de dissémination en rapport avec le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption. 2.4 Nombre d'institutions et de cadres bénéficiant de visites d'études. 2.5 Taux de prise en compte des recommandations dégagées lors des mécanismes de dialogue et de concertation pour la finalisation du cadre légal et institutionnel. Base line 2019 2.1 : 7 2.2 : 60 2.3 : 99</p>																																					806
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-----

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
 Plan de travail annuel 2020-

2.4 : 9 2.5 : 65% Target 2020 2.1 : 7 2.2 : 60 2.3 : 99 2.4 : 9 2.5 65%				1 799 USD
Total Output 2	Sub-Total Koica	Sub-Total Pays Bas		906 USD
	DPC		135 USD	
	GMS		227 USD	
	Total Output 2		2 840 USD	

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Plan de travail annuel 2020-

<p>agent des forces de sécurité intérieure au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.</p> <p>3.5. Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les postes de police pilotes</p> <p>Base line 2019</p> <p>3.1 : 405</p> <p>3.2 : ND</p> <p>3.3: ND</p> <p>3.4: ND</p> <p>3.5: 0%</p> <p>Target 2020</p> <p>3.1 : 405</p> <p>3.2 : 0%</p> <p>3.3 : ND</p> <p>3.4: ND%</p> <p>3.5:0%</p>		<p>71300</p> <p>Consultant National</p> <p>806,05</p>
	Sub-Total Koica	3 553 USD
	Sub-Total Pays Bas	906 USD
Total Output 3	DPC	223 USD
	GMS	375 USD
	Total Output 3	5 056 USD

Output 4 : Les mécanismes de redevabilité des municipalités sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens										
Indicateurs 4.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent municipal au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.	4.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des municipalités pilotes	4.1.4 Mettre en œuvre le plan d'actions						75700	Training Workshpos and Conf	6 768
			X	28 592	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	3 521
4.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les municipalités pilotes.	4.1.7 Concevoir et mettre en œuvre le Clean Construction System (CCS - UNDP Seoul Policy Center) (Système de Travaux Publics Transparents)							75700	Training Workshpos and Conf	8 000
		X	52 076	UNDP	CSS	CSS	72800	Service Contract Company	44 076	
4.3 % de conformité des municipalités pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001. 4.4 % de citoyens dans les localités pilotes qui considèrent qu'il	4.3 Fournir l'assistance stratégique, technique et opérationnelle : piloter, évaluer et documenter les	4.3.1 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière logistique						71300	Consultant National	7 454
			X	8 360	UNDP	30000	10712			
							00182	72300	Charges de fonctionnement	906
	4.3.2 Fournir l'assistance		1 079	UNDP	30000	10712	71500	UNV	273	

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Plan de travail annuel 2020-

<p>est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent municipal.</p> <p>Base line 2019 4.1 : 9,4%% 4.2 : 25% 4.3 : ND 4.4 : 29.4%</p> <p>Target 2020 4.1 : -5% 4.2 : 35% 4.3 : ND% 4.4 : +10%</p>	<p>outputs et les activités</p>	<p>d'une équipe centrale en matière de communication</p>		<p>71300 Consultant National</p>	<p>806</p>
<p>Total Output 4</p>					<p>37 126 USD</p>
		<p>Sub-Total Koica</p>			<p>906 USD</p>
		<p>Sub-Total Pays Bas</p>			<p>52 076 USD</p>
		<p>Sub-Total CSS</p>			<p>1 902 USD</p>
		<p>DPC</p>			<p>3 195 USD</p>
		<p>GMS</p>			<p>3 645 USD</p>
		<p>GMS 7% CSS</p>			<p>98 849 USD</p>
		<p>Total Output 4</p>			

Output 5 : Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens																
Indicateurs 5.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent des douanes au cours des 12 derniers mois. 5.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les centres douaniers pilotes. 5.3 % de conformité des sites douaniers pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001. 5.4 % d'usagers des sites douaniers pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent	5.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des sites douaniers pilotes (Ras Jedir, Port de la Goulette et Direction des Régimes Douaniers)		5.1.3 Conduire une enquête au niveau des centres douaniers pilotes pour mesurer les résultats		X	8 910	UNDP	30000	10712	72100	Service Contract Company	8 910				
	5.1.4 Concevoir et mettre en œuvre un plan d'actions et un plan de renforcement des capacités		5.1.4 Concevoir et mettre en œuvre un plan d'actions et un plan de renforcement des capacités		X	11 446	UNDP	30000	10712	71600	Travel	900				
													71300	Consultant National	9 023	
	5.4 Fournir l'assistance stratégique, technique et opérationnelle : piloter, évaluer et documenter les outputs et les activités		5.4.1 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière logistique		X	1 625	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	720				
			5.4.2 Fournir l'assistance d'une équipe centrale en matière de communication										00182	72300	Charges de fonctionnement	906
						1 079	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	806				

Renforcement de la Gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
 Plan de travail annuel 2020-

des douanes																										
Base line 2019																										
5.1 : ND																										
5.2 :30%																										
5.3: ND																										
5.4:ND																										
Target 2020																										
5.1 : 18%																										
5.2 : 35%																										
5.3: ND																										
5.4: +5%																										
											Sub-Total Koica										22 155 USD					
											Sub-Total Pays Bas											906 USD				
											DPC											1 153 USD				
											GIMS											1 937 USD				
											Total Output 5											26 151 USD				

Output 6 : La startégie nationale de bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption du ministère de la santé développée et redevabilité améliorée dans trois hopitaux													
Indicateurs 6.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent des douanes au cours des 12 derniers mois. 6.2 Taux	6.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau du secteur de la Santé	X	23 189	UNDP	30000	10712	72500	Impression	3 285,92				
										6.1.3 Mettre en œuvre le plan d'actions	72800	Service Contract Company	19 903,14
	8 910	UNDP	30000	10712									

d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les centres douaniers pilotes.	6.4 Fournir l'assistance stratégique, technique et opérationnelle : piloter, évaluer et documenter les outputs et les activités	6.4.1 Fournir l'assistance centrale en matière logistique	X	1 625	UNDP	30000	10712	71300	Consultant National	719,68
6.3 % de conformité des sites douaniers pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.		6.4.2 Fournir l'assistance centrale en matière de communication					00182	72300	Charges de fonctionnement	905,67
6.4 % d'usagers des sites douaniers pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent des douanes			X	1 079	UNDP	30000	10712	71500	UNV	273,39
Base line 2019								71300	Consultant National	806,05
6.1 :ND										
6.2 :35%										
6.3: ND										
6.4:ND										
Target 2019										
6.1 : -5%										
6.2 : 40%										
6.3: ND										
6.4: +5%										
Total Output 6	Sub-Total Koica									33 898 USD

Sub-Total Pays Bas	906 USD
DPC	1 740 USD
GMS	2 923 USD
Total Output 6	39 467 USD

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	2020	RESPONSIBLE PARTY
Total Projet			
	Fonds KOICA	132 355 USD	UNDP
	Fonds Pays Bas	33 671 USD	
	Fonds UNDP Policy Center	52 076 USD	
General Management Support (8%)	GMS 8%	13 946 USD	
General Management Support (7%)	GMS 7%	3 645 USD	
DPC (5%) Koica	DPC 5%	8 166 USD	
Total Projet		243 861 USD	

Liste de contrôle pour les révisions budgétaires

Ce formulaire doit être rempli par les personnes concernées et/ou Unités/Projets et doit être inclut comme page de couverture pour circulation et signature

Titre du Programme / Projet:

N°_Projet ATLAS:

Budget du Programme:

Codes ATLAS donateurs:

Date de début du Programme (exécution):

Date de début du Projet: 01/07/2016

Date de fin du Programme (exécution):

Date de fin du Projet (exécution): 29/02/2020

Raison de la révision budgétaire

Budget du Projet:

1	Unité/Section	Titre/Fonction	Nom	Action	Documents à préparer / joindre	O	N	N/A	Remarques	Date
1.1.	Programme/Projet (Gouvernance, Pauvreté et Emploi, Environnement et Dvlpt durable)	Responsable de projet /Associé au PGM		*prépare la révision budgétaire (RB) sur Excel *Rentre la révision sur ATLAS et tire le Cover Page et le AWP intégrant la révision *Prépare la Check-list	*Check-list *Cover Page reflétant la situation initiale avant la révision *Cover Page tiré après la RB *AWP ATLAS intégrant la révision *AWP signé en interne *Feuille de calcul de la RB *PRO *Copie des CDRs des années précédentes montrant les dépenses effectuées qui doivent matcher le cover page					
1.2.	PMSU	Associée au PGM		*S'assure que tous les documents de support sont bien joints à la Check-list. *Assure que la révision budgétaire cadre avec les ressources disponibles et avec les dépenses déjà engagées par le projet. *Assure que les rubriques ATLAS "Award modifications", "Justification" et "Project Management/Approved projects" sont bien mises à jour.	*Check-list *Cover Page de la RB revue *AWP ATLAS intégrant la révision *Comparaison PRO-Budget programmé					
1.3.	SAP	Spécialiste en Finance et Budget		Deuxième relecture de la RB.	N/A					
1.4.	PMSU	Associée au PGM		*Envoie les éléments relatifs à la révision budgétaire revue au Responsable de projet /Associé au PGM	*Check-list *Cover Page de la RB revue *AWP ATLAS intégrant la révision *Comparaison PRO-Budget programmé					
1.5.	Programme/Projet (Gouvernance, Pauvreté et Emploi, Environnement et Dvlpt durable)	Responsable de projet /Associé au PGM		*Soumet la RB à la signature de la DRR	*Check-list *Cover Page de la RB revue *AWP ATLAS intégrant la révision *Comparaison PRO-Budget programmé					
1.6.	Programme/Projet (Gouvernance, Pauvreté et Emploi, Environnement et Dvlpt durable)	Responsable de projet /Associé au PGM		*Notifie le Chargé de Programme, en vue de l'approbation de la RB	*RB signée par la DRR					
1.7.	Programme/Projet (Gouvernance, Pauvreté et Emploi, Environnement et Dvlpt durable)	Chargé de Programme		*Envoie la RB au KK	*RB revue et validée					
1.8.	Programme/Projet (Gouvernance, Pauvreté et Emploi, Environnement et Dvlpt durable)	Responsable de projet /Associé au PGM		*Soumet une copie de la RB au PMSU	*RB signée par la DRR *AWP y afférent					
1.9.	PMSU	Associée au PGM		*Archive les documents de la RB pour toute référence future	*RB signée par la DRR *AWP y afférent					

Revision préparée par: (Projet/Programme):

Oumama Ennaifer
Team Leader

Date: _____

Revue par:

Portefeuille gouvernance démocratique
Programme des nations unies
pour le développement

Date: 13/02 2020

Approuvée par:

Date: _____